

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BFA/12

L/7642

13 octobre 1995

Distribution limitée

(95-3083)

Comité conjoint OMC/GATT du budget,  
des finances et de l'administration

## REGIME DE PENSIONS DE REMPLACEMENT POUR L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

### Introduction

1. Dans le cadre de la série de propositions relatives aux conditions d'emploi du personnel du Secrétariat de l'OMC, le Directeur général a vivement préconisé des améliorations en ce qui concerne les traitements et pensions des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur afin de permettre à l'Organisation d'attirer et de retenir les fonctionnaires hautement qualifiés requis pour ses programmes. La proposition concernant les traitements prévoit une série de cinq tranches d'augmentations de 5 pour cent des traitements, dont la première serait opérée en 1996. La présente proposition traite de la question des pensions et doit être considérée comme faisant partie de la vaste réforme de la politique du personnel que le Directeur général souhaite mettre en oeuvre au moment de la transition de l'ICITO à l'OMC. L'institution de l'OMC en tant qu'organisation distincte du système des Nations Unies offre une occasion unique de mettre en place un régime de rémunération spécifiquement adapté aux besoins de l'OMC.

### Pourquoi un régime de remplacement?

2. Le Directeur général est fermement convaincu qu'il faut suppléer aux arrangements inadéquats actuellement applicables aux pensions du personnel de la catégorie des administrateurs. Dans le cadre des dispositions du régime commun que constitue la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, il y a un chevauchement considérable entre les niveaux de la rémunération considérée aux fins de la pension et des prestations de retraite des agents des services généraux et ceux des administrateurs. Ainsi, pour un agent des services généraux ayant 25 années de service, le taux de remplacement du revenu net - la pension nette en proportion du traitement net - est supérieur de 20 pour cent à celui d'un administrateur ayant le même nombre d'années de service. La principale raison de cette anomalie est simple: alors que dans le cas des agents des services généraux la rémunération considérée aux fins de la pension et les pensions qui en résultent sont à juste titre établies à partir d'un traitement net correspondant aux conditions d'emploi les plus favorables en vigueur à Genève, la rémunération considérée aux fins de la pension et les pensions des administrateurs sont établies à partir des niveaux des traitements nets applicables à New York, qui sont inférieurs de plus de 40 pour cent à ceux de Genève. Le coefficient du coût de la vie appliqué aux prestations payables en Suisse par la Caisse des Nations Unies ne permet pas de corriger cette anomalie.

### Régime de pensions de remplacement pour l'OMC

3. La première proposition concernant les pensions présentée par le Directeur général reposait sur l'adoption d'un régime conçu sur le modèle de celui de la Banque mondiale. Les prévisions budgétaires pour 1996 ont été fondées sur cette proposition. Le régime décrit dans le présent document s'en écarte. Le principe fondamental sur lequel repose le régime est la mise en place d'un système

qui offre l'égalité de traitement à tout le personnel, quelle que soit la catégorie (agents des services généraux, administrateurs ou fonctionnaires de rang supérieur). Les deux éléments déterminants d'un régime de pensions sont la rémunération considérée aux fins de la pension et le taux d'accumulation des prestations. Le régime proposé suppose essentiellement deux changements, à savoir l'utilisation du traitement net majoré de l'ajustement de poste à Genève, et non pas à New York, comme base pour la détermination de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les administrateurs et l'introduction d'un taux d'accumulation uniforme de 2 pour cent par année de service, ce qui donne une prestation maximale représentant 70 pour cent de la rémunération moyenne finale après 35 ans de service. La formule utilisée pour calculer les montants bruts resterait inchangée. Les autres éléments du régime correspondraient en grande partie à ceux de la Caisse des Nations Unies. Seuls les fonctionnaires de l'OMC actuellement en poste seraient transférés dans le nouveau régime. Les retraités actuels de l'ICITO et les retraités au bénéfice d'une prestation différée resteraient affiliés à la Caisse des Nations Unies.

#### **Mise en oeuvre des nouveaux arrangements concernant les pensions**

4. Les dispositions les plus favorables du nouveau régime proposé seraient introduites uniquement à titre prospectif. La période de service considérée aux fins de la pension cumulée à la Caisse des Nations Unies serait ajustée pour que les prestations à recevoir soient les mêmes dans le cadre du nouveau régime et éviter ainsi la création d'un passif non capitalisé pour les années de service antérieures. Les membres du personnel passant de la Caisse des Nations Unies au nouveau régime ne commenceraient donc que progressivement à avoir droit à des prestations plus élevées. Cela est illustré dans le tableau joint en annexe (annexe 1), qui compare les taux de remplacement du revenu net de la Caisse des Nations Unies avec ceux qui seraient applicables dans le cadre du nouveau régime. Pour un administrateur type ayant 25 années de service aux fins de la pension, le taux de remplacement du revenu net augmenterait de 37,1 pour cent si toutes ces années relevaient du nouveau régime; pour le même administrateur, l'augmentation ne serait que de 5,3 pour cent si seulement cinq années de service relevaient du nouveau régime.

#### **Incidences du nouveau régime proposé sur la rémunération effectivement perçue**

5. Etant donné que leur rémunération considérée aux fins de la pension reste inchangée, il n'y a aucune incidence sur la rémunération effectivement perçue par les agents des services généraux. Pour les administrateurs, l'augmentation de la rémunération considérée aux fins de la pension entraîne un relèvement des cotisations, qui pourrait réduire la rémunération effectivement perçue d'environ 4,5 pour cent. Si l'augmentation des traitements de 5 pour cent proposée par le Directeur général est approuvée, il n'y aura pas de réduction de la rémunération effectivement perçue. Si aucune augmentation des traitements n'est accordée, et afin d'aider les administrateurs dont la rémunération effectivement perçue serait par ailleurs réduite, une mesure transitoire serait appliquée pour maintenir cette rémunération au niveau existant avant la mise en place du nouveau régime. On trouvera à l'annexe 2 un exemple indiquant comment cette mesure, qui correspond à la différence entre les cotisations payables dans le cadre du nouveau régime et celles qui seraient dues à la Caisse des Nations Unies le 1er janvier 1996, cesserait d'être appliquée par suite de l'augmentation projetée des traitements qui interviendrait le 1er janvier 1997.

#### **Gestion du nouveau régime**

6. Il est envisagé de doter le nouveau régime d'une structure de gestion similaire à celle de la Caisse des Nations Unies; il y aurait un comité de gestion tripartite qui serait aidé par un administrateur et des conseillers nécessaires pour les placements et les questions actuarielles. La gestion financière serait confiée à des experts extérieurs par voie d'appel d'offres. Les statuts du régime comprendraient

les sauvegardes nécessaires pour éliminer le risque de fraude, de détournement de fonds et de décisions erronées en matière de placement. Le régime bénéficierait de l'extraterritorialité, comme prévu dans l'Accord de siège de l'OMC, afin que lui soient applicables les mêmes privilèges et immunités que ceux qui ont été accordés à l'Organisation et que ses politiques en matière de placement et de gestion ne soient pas entravées par des considérations liées à la législation nationale.

### **Coût du nouveau régime**

7. Le montant total des cotisations de l'employeur qui seraient dues à la Caisse des Nations Unies en 1996 est estimé à 8,9 millions de FS. Du point de vue des cotisations totales payables par l'employeur et compte tenu de l'augmentation de 5 pour cent des traitements des administrateurs dont il est question dans les prévisions budgétaires pour 1996 (qui représente 0,4 million de FS), le coût annuel du nouveau régime pour 1996 est estimé à 12,1 millions de FS. Ces estimations reposent sur l'hypothèse que l'ICITO ne récupérerait que 50 millions de dollars EU au moment du retrait de la Caisse des Nations Unies.

8. Le coût additionnel du nouveau régime serait donc 12,1 millions de FS - 8,9 millions de FS = 3,2 millions de FS. Pour chaque fraction additionnelle de 10 millions de dollars EU restituée par la Caisse des Nations Unies, le coût additionnel serait réduit d'environ 10 pour cent.

9. Le coût de la mesure transitoire envisagée au paragraphe 5 ci-dessus dépendra de l'hypothèse concernant l'augmentation des traitements en 1996. Si l'augmentation des traitements était reportée au-delà de 1996, la mesure transitoire accroîtrait les cotisations totales de l'employeur de 1 million de FS en 1996, et ce montant serait réduit par suite des augmentations de traitement ultérieures. Si, comme l'a proposé le Directeur général, une augmentation de 5 pour cent est accordée le 1er janvier 1996, il ne sera pas nécessaire d'appliquer la mesure transitoire.

10. Les augmentations susmentionnées des coûts entraînées par le nouveau régime peuvent être couvertes par l'excédent des recettes sur les dépenses escompté pour 1995.

11. Les coûts ci-dessus comprennent les frais d'administration, estimés à 0,2 pour cent de la rémunération considérée aux fins de la pension, et le coût de la réassurance contre les risques de décès et d'invalidité, éléments nécessaires dans un régime de cette importance.

12. Compte non tenu du coût de la mesure transitoire, le montant des cotisations à verser par les Membres et par les administrateurs augmenterait de 36 pour cent et de 64 pour cent, respectivement, dans le cadre du nouveau régime. L'annexe 3 montre que la prestation de retraite payable à un administrateur type après 25 années de service augmenterait d'environ 47 pour cent.

### **Faisabilité et sécurité du nouveau régime**

13. La faisabilité d'un régime de pensions autonome pour une organisation comptant quelque 500 fonctionnaires est amplement démontrée par le fait que plus de 80 pour cent des régimes de pensions auto-assurés privés enregistrés en Suisse ont un nombre de participants analogue voire plus restreint. L'annexe 4, qui repose sur l'hypothèse que seul le montant minimal de 50 millions de dollars EU est récupéré auprès de la Caisse des Nations Unies, donne un exemple de la viabilité financière à moyen terme du régime: elle montre qu'au cours des cinq premières années de fonctionnement les avoirs passeraient de 61 millions de FS à 127,4 millions de FS. La sécurité à long terme du régime serait garantie par l'incorporation dans les statuts de dispositions couvrant les éventuels déficits actuariels ainsi que l'éventuelle dissolution de l'Organisation. Grâce à ces dispositions, qui sont un élément établi des régimes entièrement provisionnés de nature analogue mis en place par le CERN et l'UPU, les

mesures nécessaires seraient prises pour remédier à un éventuel déficit actuariel et garantir le versement des prestations jusqu'au décès du dernier bénéficiaire.

#### **Mesures ultérieures**

14. Il est proposé d'établir un régime de pensions de l'OMC le 1er janvier 1996. L'ICITO ferait part à l'Assemblée générale des Nations Unies de son intention de demander à mettre fin à l'affiliation à la Caisse des Nations Unies le 31 décembre 1995 conformément à l'article 16 des Statuts de ladite Caisse. Le point correspondant serait ajouté à l'ordre du jour de la session en cours de l'Assemblée générale, et le Comité mixte de la Caisse serait convoqué en session extraordinaire en novembre afin de donner son avis à ce sujet. Lors de sa session extraordinaire, le Comité mixte serait informé des propositions concernant le nouveau régime de l'OMC et invité à approuver la méthode de détermination de la part des avoirs de la Caisse qui serait restituée à l'ICITO. Dans le même temps commenceraient les travaux sur l'élaboration des statuts et l'établissement de la structure de gestion du régime.

15. L'article 16 des Statuts de la Caisse des Nations Unies dispose que la part des avoirs devant être restituée à une organisation qui souhaite mettre fin à son affiliation doit être versée selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Par conséquent, l'éventuelle décision du Conseil général de mettre fin à l'affiliation à la Caisse des Nations Unies resterait conditionnelle jusqu'à ce que des modalités aient été arrêtées d'un commun accord. Ces modalités seraient définitivement établies et la cessation de l'affiliation au 1er janvier 1996 serait définitive après la session ordinaire suivante du Comité mixte, en juillet 1996. En attendant que les décisions soient prises, les cotisations dues à la Caisse seraient versées à un compte de garantie bloqué. Si, à la lumière des discussions qui ont eu lieu au Comité mixte en juillet 1996, il devait au bout du compte être décidé de ne pas mettre fin à l'affiliation à la Caisse, les arriérés de cotisations ainsi que les intérêts dus à la Caisse pour les six premiers mois de 1996 devraient être prélevés sur les montants affectés aux cotisations au titre des pensions dans le budget de 1996.

# **ANNEXE 1**

## **Comparaison du taux de remplacement du revenu (TRR) net pour un fonctionnaire P4/8 prenant sa retraite après 25 années de service**

Date d'entrée en fonction	Date de la retraite	TRR net:		Augmentation en pourcentage du TRR net
		Caisse des Nations Unies	Régime de l'OMC	
1.1.71	31.12.1995	43,1%	n.d.	
1.1.76	31.12.2000	43,1%	45,4%	5,3%
1.1.81	31.12.2005	43,1%	47,7%	10,7%
1.1.86	31.12.2010	39,9%	46,8%	17,3%
1.1.91	31.12.2015	39,9%	50,2%	25,8%
1.1.96	31.12.2020	39,9%	54,7%	37,1%

### **Notes:**

1. La pension de la Caisse des Nations Unies comprend le coefficient du coût de la vie courant.
2. Dans le cas de la Caisse des Nations Unies, l'existence des deux taux de remplacement du revenu est due au fait que pour les membres du personnel affiliés à la Caisse avant 1983 le taux d'accumulation des prestations est de 2 pour cent par an, alors que pour ceux qui se sont affiliés après 1982 le taux annuel est de 1,5 pour cent pour les cinq premières années, de 1,75 pour cent pour les cinq années suivantes et de 2 pour cent pour les 15 années suivantes, ce qui donne une pension brute représentant 46,25 pour cent de la rémunération moyenne finale, contre 50 pour cent dans le premier cas et dans le cas du régime de pensions proposé pour l'OMC.

## ANNEXE 2

### Mesure transitoire proposée en vue d'éviter une réduction de la rémunération effectivement perçue

**Exemple pour un fonctionnaire P4/8 dans l'hypothèse où il n'y aurait pas d'augmentation des traitements en 1996 et une augmentation de 5 pour cent le 1er janvier 1997**

**(tous montants en francs suisses)**

[illegible]



**ANNEXE 3**

**Comparaison entre les pensions brutes dans le cadre de la Caisse des Nations Unies et du régime de pensions proposé pour l'OMC pour un fonctionnaire P4/8 prenant sa retraite après 25 années de service au titre du nouveau régime**

**(d'après les niveaux de la rémunération considérée aux fins de la pension applicables au 1er janvier 1996)**

	<b>Caisse des Nations Unies</b>	<b>Régime de l'OMC</b>	<b>Augmentation en %</b>
<b>A - Rémunération aux fins de la pension (en FS)</b>	120 067	197 073	64,1 %
<b>B - Taux d'accumulation des prestations après 25 ans</b>	46,25 %	50,00 %	8,1 %
<b>C - Pension annuelle de base brute</b>	55 531	98 537	
<b>D - Coefficient du coût de la vie (courant)</b>	1,2065	1,0000	
<b>E - Pension annuelle brute initiale totale*</b>	66 998	98 537	47,1 %

\* A supposer qu'il n'y ait pas conversion.

**ANNEXE 4**

**Projection concernant le cash flow du régime de pensions de l'OMC  
(dans l'hypothèse d'une restitution de 50 millions de dollars EU  
par la Caisse des Nations Unies)**

**(en millions de francs suisses)**

<b>Année</b>	<b>Solde initial</b>	<b>Cotisations escomptées</b>	<b>Versements escomptés</b>	<b>Produit des placements</b>	<b>Solde final</b>
1996	61,0	16,2	2,4	2,4	77,2
1997	77,2	16,8	6,6	2,9	90,2
1998	90,2	16,9	4,1	3,4	106,4
1999	106,4	17,0	8,3	3,9	118,9
2000	118,9	17,0	12,8	4,2	127,4

**Notes:**

1. Les projections sont établies en termes réels, c'est-à-dire dans l'hypothèse d'une inflation zéro.
2. Le produit des investissements est calculé à un taux réel de 3,5 pour cent par an.
3. Les frais d'administration sont compris dans les versements escomptés.
4. Le coût des placements est déduit du produit des placements.